



مرصد السيادة الغذائية و البيئة
Observatoire de la Souveraineté Alimentaire
et de l'Environnement

Conférence Internationale

Appel à Participation

**Politiques agricoles coloniales et postcoloniales
et processus de construction de la dépendance
alimentaire en Afrique du Nord et au Moyen Orient**

Tunis - Avril 2020

**Observatoire de la Souveraineté Alimentaire
et de l'Environnement
OSAE**

www.osae-marsad.org

Texte en français et en anglais - French and English text



مرصد السيادة الغذائية و البيئة
Observatoire de la Souveraineté Alimentaire
et de l'Environnement

International Conference

Call For Participation

Agrarian colonial and postcolonial policies and processes of construction of food dependencies in North Africa and Middle East

Tunis - April 2020

**Observatoire de la Souveraineté Alimentaire
et de l'Environnement
OSAE**

www.osae-marsad.org

Texte en français et en anglais - French and English text

Introduction

Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient ont en commun d'avoir été colonisés plus ou moins longtemps (à une ou deux exceptions près) et d'avoir, à l'exception relative de la Syrie d'avant 2011, une dépendance alimentaire structurelle, plus ou moins lourde et grave, envers l'étranger. La crise alimentaire mondiale de 2007 et 2008 a touché l'ensemble de ces pays même si ses effets immédiats étaient plus dramatiques dans certains cas (ex en Egypte et au Yémen) que dans d'autres, dont les pays pétroliers qui disposent des réserves financières nécessaires pour pallier toutes secousses des marchés agricoles mondiaux.

Aujourd'hui, la région « MENA est le premier importateur mondial de produits alimentaires. Elle dépend des marchés mondiaux pour plus de 50% de ses produits alimentaires ». (Bush 2016, 1). Avec en moyenne 11 millions de tonnes importées chaque année (soit 6,55 % des quantités de blé tendre échangées dans le monde), l'Égypte est incontestablement le premier importateur de blé au monde. Elle se place au second rang des pays importateurs de maïs avec 9 millions de tonnes importées. En contrepartie, 8 pays, dont les Etats Unis, La France, La Russie, le Canada et l'Australie, assurent à eux seuls 85 % des exportations mondiales de blé et imposent une réelle dépendance alimentaire à la plus grande partie des pays du Sud. « S'ils ne représentent que 3 % de la population mondiale, les pays arabes méditerranéens, du Maroc à la Syrie, ont concentré en moyenne depuis le début du 21e siècle entre 15 et 17 % des importations annuelles mondiales de céréales » (Mathieu Brun, 2019 ; 12).

La première conférence académique internationale de l'Observatoire de la Souveraineté Alimentaire et de l'Environnement (OSAE) **Politiques agricoles coloniales et postcoloniales et processus de construction de la dépendance alimentaire en Afrique du Nord et au Moyen Orient**, qui aura lieu à Tunis pendant la première semaine d'avril 2020, vise à réunir des

Countries from North Africa and the Middle East share a common colonial heritage and with the relative exception of pre-2011 Syria, a structural food import dependency. The global food crisis of 2007-2008 affected the region, although the immediate effects were more dramatic in some cases (for example, Egypt and Yemen) than in others – such as the oil rich countries, which have at their disposal the necessary financial reserves to withstand shocks in the global agricultural markets.

Today, “MENA is the world’s largest food importer, relying on world markets for more than 50 per cent of its food” (Bush 2016, 1). With an average of 11 million imported tonnes each year (or 6.55 % of the quantity of soft wheat exchanged in the world), Egypt is undeniably the world’s major wheat importer. It is second amongst the corn-importing countries, with 9 million tonnes annually. In return, just eight countries, including the United States, France, Russia, Canada and Australia, provide 85 percent of global wheat exports, and impose a real food dependency on large sections of the Global South. ‘Even though they only represent 3 percent of the global population, the Arab Mediterranean countries, from Morocco to Syria, concentrate, since the beginning of the 21st century between 15 and 17 % of annual global imports of cereals’ (Translated, Mathieu Brun, 2019; 12).

The first academic international conference of the Observatory of Food Sovereignty and Environment (OSAE) **Agrarian colonial and postcolonial policies and processes of construction of food dependencies in North Africa and the Middle East**, which will be held in Tunis during the **first week of April 2020**, aims to bring together researchers in social sciences from the region, or who work on the region, to discuss the relationships between political and economic domination and food dependency. The first main question around which participants in the conference will be invited to intervene is: How have countries of the region been progressively

chercheurs en sciences sociales, originaires de la région ou y réalisant des recherches rigoureuses, pour échanger autour des relations entre dominations politiques et économiques et dépendances alimentaires. La première question principale autour de laquelle les participant.e.s à la conférence seront invité.e.s à intervenir et à débattre est la suivante : Comment, suivant quelles politiques et quels processus et pour quelles fins identifiables, les pays de la région (particulièrement les pays ayant connu la colonisation directe et ne disposant pas de grandes réserves pétrolières) ont été progressivement soumis aux mécanismes des marchés mondiaux et intégrés au système alimentaire mondial ? La seconde question découle de la première : Comment couper et déconnecter avec le système alimentaire mondial et faire la promotion d'une autre dynamique alimentaire qui ne dépend pas, entre autres, de la loi globale de la valeur ?

L'exploration et l'analyse méthodique et rigoureuses des processus plus ou moins longs de la construction de la dépendance alimentaire, depuis le début de l'époque coloniale, et ses dimensions et conséquences sociales, environnementales, économiques et politiques, les plus importantes et pénalisantes, s'imposent aujourd'hui, 10 ans, à peine après les soulèvements populaires dans les pays de la région en 2010 et 2011. Ceci est d'autant plus pertinent que, d'une part, la dépendance alimentaire et ses diverses conséquences locales n'ont jamais été aussi graves depuis la période de décolonisation, malgré plusieurs tentatives de réduire cette dépendance, et que, d'autre part, le contexte politique actuel, créé par ce qu'on a appelé le « printemps arabe » est particulièrement favorable à ce genre de réflexions collectives et d'analyses croisées. En effet, jamais les débats sur les modèles économiques et précisément agricoles et alimentaires dominants n'ont été aussi nécessaires et possibles.

OSAE souhaite profiter de ce contexte post 2011 pour approfondir les débats et les réflexions entre chercheurs et experts, activistes, décideurs politiques et simples citoyens, afin de contribuer à la production de connaissances sur ces

subjected to global market mechanisms and been unevenly integrated into the global food system? Second, How will it be possible to delink from the global food system and in doing promote an alternative set of food dynamics not dependent upon, among other things, the global law of value?

Scarcely ten years after the 2010-2011 popular uprisings in the region there is the need for a methodical and rigorous exploration of the processes that have built and reproduced food dependency in the region. There is also the need to explore the significant and damaging dimensions of the colonial and postcolonial period, cutting across social, environmental, economic and political spheres. This is all the more relevant because, on the one hand, and despite several attempts to reduce it, food dependency and its various local consequences have never been as severe as they are in the contemporary period. On the other hand, the current political context created by what has been called the "Arab Spring" is particularly favourable to this kind of collective thinking and comparative analysis. Indeed, debates on the economic models and more precisely the dominant agricultural and food models are feasible and necessary.

OSAE takes advantage of this post-2011 context to deepen debates and reflections between researchers and experts, activists, policymakers and ordinary citizens in order to contribute to the production of knowledge on those fundamental questions. It is also a moment to propose (a) new agricultural model(s) that breaks definitively with the time weary debate about comparative advantage and food security, and moves instead, towards a policy of food sovereignty based on smallholder agriculture and environmental justice.

Food dependencies of the MENA countries: some dimensions and evidence:

The issue of access to food resurfaced with the global food crisis of 2007-2008 that shook all countries in the region. In 2008 in Cairo, people died while queueing in front of bakeries. Even if the known number of victims (14 dead) remains

questions fondamentales, d'une part, et proposer un nouveau modèle agricole qui rompe définitivement avec l'agriculture des avantages comparatifs et de la sécurité alimentaire, pour une politique de souveraineté alimentaire basée sur l'agriculture paysanne et la justice environnementale, d'autre part.

Dépendances alimentaires des pays de MENA : quelques dimensions et évidences :

La problématique de l'accès à l'alimentation est réapparue avec la crise alimentaire mondiale de 2007-2008 qui a secoué l'ensemble des pays de la région. Au Caire, en 2008, il y a eu des morts dans les files d'attente devant les boulangeries. Même si le nombre connu des victimes (14 morts) reste relativement « modeste » (une seule victime est une victime de trop) et n'indiquait pas une situation de famine, il a surpris la plus grande partie des observateurs locaux et internationaux, rassurés par le fait que l'Etat égyptien avait depuis longtemps réussi à atteindre un niveau de sécurité alimentaire par la production, l'import ou l'aide internationale (aides bilatérales, PAM, US Food for Peace). Pourtant, les multiples « émeutes » du pain qui ont explosé, pendant la seconde moitié du 20ème siècle dans plusieurs pays de la région, dont l'Egypte en 1977, la Tunisie en 1984, et le Maroc en 1981, restent des moments centraux dans les processus de luttes et des mouvements sociaux dans la région.

Plus largement, cette crise a surtout révélé l'ampleur des dépendances alimentaires des pays de MENA (entre autres) et le fait qu'aucun d'entre eux n'est à l'abri des soubresauts des marchés alimentaires et agricoles mondiaux dont ils dépendent tous. Elle a surtout relancé les débats citoyens et les recherches académiques sur les questions rurales, alimentaires et agraires que les questions plus urbaines avaient supplantées pendant plus de trois décennies.

Les soulèvements populaires dans plusieurs pays de la région et le rôle déterminant qu'y ont joué les populations rurales et paysannes, comme ce fut le cas à Sidi Bouzid, d'où est partie la première étincelle (Ayeb, 2018) qui fut fatale à bien des dictateurs, à commencer par Ben Ali, Moubarak, Kaddafi..., nous imposent une urgente et

relativement "modest" (one victim is a victim too many) and although this did not indicate a situation of famine, the deaths surprised the majority of local and international observers for whom the Egyptian state had long been able to achieve a level of food security through production, import or international aid (bilateral aid, WFP, US Food for Peace). However, the many bread "riots" that exploded in several countries of the region during the second half of the 20th century, including Egypt in 1977, Tunisia in 1984 and Morocco 1981, remain central moments in the course of struggle and history of social movements in the region.

More broadly, this crisis has mainly shown the extent of the food dependency of the MENA countries (among others) and the fact that none of them is immune from the vulnerability generated by the global food and agricultural markets on which they all depend. Above all, it re-launched citizen debates and academic research on rural, food and agrarian issues which were overridden for more than three decades by urban issues.

The popular uprisings in several countries of the region, and the determining role played by the rural and peasant populations, as was the case in Sidi Bouzid, from where the first spark (Ayeb, 2018) for the fire which was fatal to many dictators was lit (starting with Ben Ali, Mubarak, Qaddafi ...), impose on us an urgent and necessary radical rereading of the different agricultural and food policies at the origin of these evolutions.

Moreover, contrary to what some people believe or try to make-believe, the food dependency of the MENA countries, and the crises inherent to it, cannot be explained by the lack of natural agricultural resources, except for in certain particularly disadvantaged areas. They are neither conjunctural, nor induced by any one specific climatic or economic event. They are the result of long and complex processes, some of which date back to the early colonial period. Knowingly "built" by the colonial and neo-colonial powers, the current food dependency of the countries of the region is continually strengthened and consolidated by the

nécessaire relecture radicale des différentes politiques agricoles et alimentaires à l'origine de ces évolutions.

Par ailleurs, contrairement à ce que certains croient ou essaient de faire croire, la dépendance alimentaire des pays MENA et les crises qui lui sont inhérentes ne s'expliquent pas par le manque de ressources agricoles naturelles, à l'exception de certaines zones particulièrement défavorisées, et ne sont ni conjoncturelles ni induites par un événement climatique ou économique précis. Elles sont le résultat de longs processus complexes dont certains remontent au début des processus coloniaux. Sciemment « construite » par les puissances coloniales et néocoloniales, la dépendance alimentaire actuelle des pays de la région est continuellement renforcée et consolidée par les politiques agricoles des Etats sortis de la colonisation.

Le premier président tunisien Habib Bourguiba ne déclarait-il pas lors d'un grand discours politique prononcé à Tozeur (Sud ouest) au mois d'octobre 1964 que « Pour tirer de la terre ce qu'elle peut donner, il est nécessaire de mettre à profit les techniques modernes... L'exemple des anciens colons français est là pour nous édifier » (Gachet 1987, 155). C'est par le retour analytique aux fondements idéologiques et historiques de la dépendance alimentaire que l'on peut comprendre le paradoxe suivant : Premier pays producteur et deuxième exportateur mondial d'huile d'olive, la Tunisie dépend de l'étranger pour la quasi-totalité de ses besoins en huiles végétales ! A cause de cette exportation massive d'huile d'olive, les prix sur le marché tunisien sont tels que la grande majorité des tunisiens ne peut se l'offrir qu'à des rares occasions. Pensez que le prix d'un litre d'huile d'olive tunisienne sur le marché tunisien correspond globalement à la rémunération quotidienne d'une journée de travail dans l'agriculture, la maçonnerie... !

Ainsi, la politique de « dépendance alimentaire », imposée ou volontaire, dite aussi politique de sécurité alimentaire, est le résultat d'une « construction » méthodique et assumée, « justifiée » « justifiée » par la nécessité de

agricultural policies of the states that emerged from colonization.

The first Tunisian president Habib Bourguiba declared during a public political speech delivered in Tozeur (in the Southwest) in October 1964 that "to draw from the ground what it can give, it is necessary to take advantage of modern techniques ...The example of the former French settlers is there to edify (instruct) us" (Translated, Gachet 1987, 155). It is through an analytical return to the ideological and historical foundations of food dependency that we can understand the following paradox: As the world's leading producer and second-largest exporter of olive oil, Tunisia depends from abroad for almost the totality of its needs in vegetable oils. Because of this massive export of olive oil, the prices on the Tunisian market are such that the vast majority of Tunisians can only afford it on rare occasions: the price of a litre of Tunisian olive oil on the local market corresponds globally to the daily remuneration of a day's work in agriculture, or construction.

Thus, the policy of "food dependency", imposed or voluntary, also called the "food security policy," is the result of a methodical and assumed "construction", "justified" by the need to profit from the comparative advantages of a given country, to develop a modern, intensive and extractivist/water-mining agriculture oriented towards export and accumulation of capital, rather than the nutrition of the population. Dating back to the beginning of the 19th century, the concept of comparative advantage still largely dominates and is reflected in the production and export of food and non-food agricultural products grown in southern countries (climates, soils, production costs, ...) and the import of basic food products. The comparative advantages are simultaneously, favourable weather conditions, abundance of natural resources, and poor/miserable wages that keep agricultural prices at relatively competitive levels in world markets. The misery of peasants, of landless peasants, and agricultural workers is, in fact, the true comparative advantage which is decisive and central in the relationship between local and national agricultural sectors on the one hand, and the global food system (Friedman 1982,

profiter des avantages comparatifs du pays concerné pour développer une agriculture moderne, intensive et extractiviste orientée vers l'export et vers l'accumulation des bénéfices plutôt que la nutrition de la population. Datant du début du 19ème siècle, le concept d'avantages comparatifs domine encore très largement et se traduit par la production et l'exportation de produits agricoles alimentaires ou non alimentaires qui se cultivent dans les pays du Sud (climats, sols, coûts de production...) et l'importation de produits alimentaires de base. Ainsi, les avantages comparatifs sont à la fois les conditions climatiques favorables, l'abondance des ressources naturelles et les salaires de misère qui maintiennent les prix des produits agricoles à des niveaux relativement compétitifs sur les marchés mondiaux. La misère des paysan.ne.s, des paysan.ne.s sans terres et des travailleurs/euses agricoles se révèle de fait le véritable avantage comparatif déterminant et central dans la relation entre les secteurs agricoles locaux et nationaux, d'une part, et le système alimentaire mondial (Friedman 1982; 1987; 1993; 1994; Friedmann et McMichael 1989), d'autre part. Alors qu'ils profitent des prix bas des produits agricoles venant des pays du Sud (huiles végétales, riz, cacao, thé, café...), particulièrement les pays tropicaux, les pays dominants imposent des prix élevés aux produits alimentaires de base destinés aux pays du Sud¹.

L'injustice foncière que subissent les paysanneries de la région est particulièrement caractéristique de ces politiques capitalistes et extractivistes. A titre d'exemple, en Tunisie, la colonisation française, qui a été, par beaucoup d'aspects, essentiellement agricole et foncière, a très rapidement décidé de créer trois grandes régions agricoles spécialisées pour répondre aux demandes du marché agricole et alimentaire français et/ou européen : 1) La région du nord-ouest dédiée aux céréales et notamment au blé tendre, fortement demandé par le marché français ; 2) le nord-est consacrée à la production du vin quasi-exclusivement destiné à

1987, 1993, 1994; Friedmann and McMichael 1989), on the other hand. While they benefit from the low prices of agricultural products coming from the South (vegetable oils, rice, cocoa, tea, coffee, ...), especially from the tropical countries, the dominant countries impose high prices on staple foods destined for the global South.¹

The agrarian injustice the peasants of the region endure is particularly characteristic of those capitalist and extractivist policies. For example, the French colonisation, which in Tunisia was, in many aspects, essentially agricultural and related to the access to and control of land, very quickly decided to create three major specialised agricultural areas to respond to the French and/or European agricultural and food market demands: 1) The Northwest region dedicated to cereals, and in particular to soft wheat, in strong demand by French consumers; 2) the Northeast devoted to the production of wine almost exclusively for export since at the time the Tunisians essentially did not consume it, preferring beer and other artisanal alcohols; and 3) the Centre and the South, more arid, and which mainly served to supply France and Europe with olive oil, and were therefore reserved for arboriculture including olive, almonds, and date palm (Sethom 1993, 112). More than a century later, nothing has fundamentally changed, or has changed but for the worse, and the current agricultural map of the country is broadly identical to that of the early 20th century.

However, the transformation of the agricultural sectors towards the intensive, highly mechanized and modernized model, based on the mining of mostly non-renewable groundwater, systematically oriented towards export, has, in addition to the aggravation and the entrenchment of food dependency, also created a tremendous gap between millions of peasants dispossessed of their natural resources, impoverished and marginalized, and the few great owners and investors who accumulate

1 Voir à ce propos les travaux et publications de l'économiste indienne Utsa Patnaik, dont Patnaik U. and Patnaik P. 2017. *A Theory of Imperialism*. New York. Columbia University Press.

https://resistir.info/livros/patnaik_theory_of_imperialism.pdf

1 See in this regard the works and publications of the Indian economist Utsa Patnaik, including Patnaik U. and Patnaik P. 2017. *A Theory of Imperialism*. New York. Columbia University Press.

https://resistir.info/livros/patnaik_theory_of_imperialism.pdf

l'exportation puisque à l'époque les tunisien.ne.s n'en consommaient pratiquement pas, lui préférant la bière et d'autres alcools de fabrications artisanales ; et 3) le centre et le sud, plus arides, devaient fournir la France et l'Europe en huile d'olive principalement et étaient donc réservés à l'arboriculture dont l'olivier, l'amandier et le palmier dattier (Sethom 1993, 112). Plus d'un siècle plus tard, rien n'a fondamentalement changé, ou alors en pire, et la carte agricole actuelle du pays est globalement identique à celle du début du 20^{ème} siècle.

Toutefois, les transformations des secteurs agricoles vers le modèle intensif, fortement mécanisé et modernisé, basé sur l'exploitation minière des eaux souterraines en grandes parties non-renouvelables, systématiquement orienté vers l'export a, en plus de l'aggravation et de l'enracinement de la dépendance alimentaire, aussi créé un gap extraordinaire entre les millions de paysan.ne.s dépossédé.e.s de leurs ressources naturelles, appauvri.e.s et marginalisé.e.s et les quelques grands possédants et investisseurs qui accumulent des bénéfices et des richesses parfois sans comparaison avec les réalités sociologiques et économiques locales. Héritage de l'époque coloniale, les inégalités foncières actuelles témoignent aussi des changements profonds des modes et relations de production et de l'abandon accéléré de l'agriculture paysanne qui aggrave et renforce l'insécurité alimentaire locale et la dépendance alimentaire nationale de ces différents pays. Le « tableau » de ces inégalités foncières et de leurs évolutions traduit assez clairement la complexité et la gravité du problème.

Dans la région MENA, « en 1951, 0,1% des propriétaires terriens possédaient 20% des terres cultivées ; 99 grands propriétaires possédaient 7,3% des terres agricoles, tandis que 3 millions de fellahin ne possédaient que moins d'un feddan² chacun. Ces quasi-sans-terres constituaient 75% des propriétaires terriens mais ne possédaient que 13% des terres cultivables » (Bush 2016, 6).

profits and wealth often utterly out of proportion to local social and economic realities. As a legacy of the colonial era, current land inequalities also reflect profound changes in the modes and relations of production and the accelerated abandonment of peasant agriculture, which aggravates and reinforces the local food insecurity and the national food dependency of these different countries. The "picture" of these land inequalities and their evolutions clearly shows the complexity and gravity of the problem.

In the MENA region, "in 1951, 0.1% of landowners owned 20% of the cultivated land; 99 large landowners owned 7.3% of the agricultural land, while 3 million fellahin owned only less than one feddan² each. These quasi-landless made up 75 % of the landowners but [owned] only 13 % of the arable land "(Bush 2016, 6).

Today, 60 percent of the farms are less than one hectare, but farms of more than 10 hectares occupy more than 50 percent of the land (Lowder et al., 2014, 13). 84 percent of the farms would fall under the family farming category, but these farms only control 25 percent of the cultivated surface. The level of inequality probably come clearly into view when we more state that 85 percent of farms are owned by farmers with less than 5 hectares, while about 6 percent have between 10 and 50 hectares and occupy 40 percent of the total area (Bush 2016, 7)."

Moreover, after the colonial period and the first vacillations and experiences of postcolonial political choices, the vast majority of MENA countries "suffered," starting from the 1980s, more or less accelerated liberal reforms and structural adjustment programs which utterly ruined the agricultural sectors, and harmed the peasant populations, now considered as constraints to economic development and food security.

Thus, while accelerating the integration of the region's agricultural sectors into the global agricultural market and the global food system, Agricultural Structural Adjustment Programs (ASAPs) accelerated the processes of marginalization of small

2 Un feddan : 0,42 hectares (un are ou 4200 mètres carrés)

2 A feddan: 0.42 hectares (an are or 4200 square meters)

Aujourd'hui, 60% des exploitations ont moins d'un hectare, mais plus de 50% des terres sont occupées par des exploitations de plus de 10 hectares. (Lowder et al. 2014, 13). 84% des exploitations appartiendraient à la catégorie de l'agriculture familiale, mais ne contrôlent que 25 % de la superficie cultivée. Le niveau d'inégalité est probablement plus visible en précisant que 85% des exploitations sont tenues par des paysan.e.s possédant moins de 5 hectares, alors qu'environ 6% ont entre 10 et 50 hectares et occupent 40 % de la superficie totale. (Bush 2016, 7).

Par ailleurs, après les périodes coloniales et les premières hésitations et expériences sur les choix politiques postcoloniaux, la grande majorité des pays MENA ont « subi », à partir des années 1980, des réformes libérales plus ou moins accélérées et des programmes d'ajustements structurels qui ont profondément ruiné les secteurs agricoles et nuit aux populations paysannes, désormais considérées comme des contraintes au développement économique et à la sécurité alimentaire.

Ainsi, tout en accélérant l'intégration des secteurs agricoles de la région dans le marché agricole global et le système alimentaire mondial, les programmes d'ajustements structurels agricoles (PASA) ont accéléré les processus de marginalisation des petits fellahs soumis à des compétitions inégales et sauvages sur les ressources agricoles et alimentaires.

En quelques années, des centaines de milliers de petits paysans et de paysans sans terres se sont trouvés dépossédés du foncier, de l'eau d'irrigation et d'autres ressources naturelles ou matérielles... par des grands investisseurs nationaux ou étrangers dont le seul but est d'accumuler encore plus de richesses et de bénéfices. A titre d'exemple, la loi de contre-réforme agraire adoptée par le gouvernement égyptien en 1992 (La Loi 96/92 mise en place à partir de octobre 1997) a brutalement privé plus de 900.000 familles paysannes de leurs terres agricoles.

fellahin subject to unequal and savage competition over agricultural and food resources. In just a few years, hundreds of thousands of small farmers and landless peasants have been dispossessed of land, irrigation water and other natural or material resources by large national or foreign investors whose sole purpose is to accumulate ever-more wealth and profits. As an example, the land reform law adopted by the Egyptian government in 1992 (Law 96/92 implemented in October 1997) brutally deprived more than 900,000 peasant families of their land.

Lors de cette conférence, nous souhaitons, à l'aide de démarches empiriques basées sur des travaux de recherches de terrain et/ou de réflexions plus théoriques, poser un certain nombre de questions fondamentales et aborder des axes ou des sous-thèmes qui nous semblent indispensables dans l'effort collectif de déconstruction des différents processus en cours qui renforcent et consolident la dépendance alimentaire des pays MENA et plus généralement des pays du Sud envers ceux du Nord. A titre d'exemples indicatifs et non exclusifs nous mentionnons les axes (sous-thèmes) suivants :

- 1) Les fondements coloniaux de la dépendance alimentaire postcoloniale. D'ordres militaires, politiques, juridiques, économiques et ou sociaux..., des décisions et des choix élaborés à l'époque coloniale constituent aujourd'hui encore la base des politiques agricoles actuelles : le foncier, le cadastre, la mécanisation, l'export (céréales, huiles, vins...), le crédit, l'introduction des semences « améliorées »... ;
- 2) La construction du système alimentaire mondial (régimes alimentaires et géopolitiques) pendant la première moitié du 20^{ème} siècle, la connexion (linking) des agricultures du Sud, dont celles des pays MENA ;
- 3) La révolution verte et la naissance du concept de la sécurité alimentaire, basée sur le principe des avantages comparatifs ;
- 4) Politiques agricoles et processus d'accumulation par dépossession : ressources naturelles, monopoles, land grabbing, relations sociales de production, privatisation des ressources naturelles, matérielles et symboliques et marginalisation/appauvrissement des paysanneries locales...
- 5) Dépendances alimentaires, environnement et changements climatiques...
- 6) Politiques agricoles capitalistes et extractivistes, stratégies de dépendances alimentaires et accélération de la fragmentation/émiettement de la terre agricole, pluriactivité croissante de la paysannerie, féminisation du travail agricole...

Conference organisers now call for contributions that use empirical approaches based on field research and more theoretical reflections and analyses, that ask a number of fundamental questions, and which address paths or sub-themes that are essential in the collective effort of deconstruction of the various processes that have reinforced food dependency of the MENA countries, and more generally from the countries of the South toward those of the North. As indicative and non-exhaustive examples we mention the following sub-themes:

- 1) The colonial foundations of the postcolonial food dependency. Those being of military, political, juridical, economic and or social orders. Some decisions and choices elaborated in the colonial era are still the basis of current agricultural policies: land, cadastre, mechanization, export (cereals, oils, wines, ...), credit, the introduction of "improved" seeds ...;
- 2) The construction of the global food system (food regimes and geopolitics) during the first half of the 20th century, the linking of agricultures from the South, including the ones from the MENA region;
- 3) The Green revolution and the "birth" of the food security concept, based on the principle of comparatives advantages;
- 4) Agricultural policies and accumulation by dispossession processes: natural resources, monopolies, land grabbing, social relations of production, privatisation of natural, material and symbolical resources, and marginalisation and impoverishment of local peasantry...
- 5) Food dependencies, environment and climate change...
- 6) Capitalist and extractivist agricultural policies, strategies of food dependency and acceleration of the fragmentation / the crumbling of agricultural land, growing pluriactivity of the peasantry, the feminisation of agricultural work...

- 7) Quelles expériences, possibilités, perspectives et politiques existaient au cours de la période postcoloniale immédiate et que pouvons-nous en apprendre, positives et négatives (La réforme agraire syrienne de 1966 à 1970, la autogestion algérienne, la collectivisation des années 1960 en Tunisie)?
- 8) Quelle est l'histoire régionale, politique ou intellectuelle, de la contestation de ces politiques, que ce soit par le biais des mouvements paysans, de l'agro-écologie, etc.?
- 9) De quelle manière et avec quels types de «succès», les ménages gèrent-ils les crises de la reproduction sociale? Quelle est l'importance de la compréhension de l'ethnographie de la dynamique des ménages pour définir une stratégie de développement alternative et des politiques de transformation?
- 10) À quoi pourraient ressembler les politiques de projets souverains nationaux et quelles sont les forces motrices sociales et politiques nécessaires pour les promouvoir?
- 7) What experiments, possibilities, prospects, and policies existed during the immediate post-colonial period, and what can we learn from them, positive and negative (The Syrian 1966-1970 agrarian reform, Algerian co-gestion, the collectivisation in Tunisia during the 60s)?
- 8) What is the regional history, whether political or intellectual, of challenging these policies, whether through peasant movements, agro-ecology, etcetera?
- 9) In what ways and with what kinds of 'success' do households manage crises of social reproduction? How important is the understanding of the ethnography of household dynamics in shaping alternative development strategy and policies of transformation?
- 10) What might policies of national sovereign projects look like and what are the driving social and political forces necessary to promote them?

Bibliographie - Bibliography

Ayeb, Habib. 2018. 'Food Issues and Revolution: The Process of Dispossession, Class Solidarity, and Popular Uprising: The Case of Sidi Bouzid in Tunisia'. In Cairo Papers in Social Science. Vol. 34, No. 4. Cairo. AUC Press.

Brun Mathieu, 2019. « Méditerranée – Moyen-Orient : on récolte ce que l'on sème ! » in Confluences. 108. pp. 11-15

Bush. Ray. 2016. "Family farming in the Near East and North Africa," Working Papers 151, International Policy Centre for Inclusive Growth. Rome. FAO.

Friedmann, H. 1982. "The Political Economy of Food: The Rise and Fall of the Postwar International Food Order," American Journal of Sociology, 88S: 248–286.

----- 1987. "International Regimes of Food and Agriculture since 1870." In T. Shanin, ed., Peasants and Peasant Societies, 258–276. Oxford: Basil Blackwell.

----- 1993. "The Political Economy of Food: A Global Crisis," New Left Review, 197: 29–57.

----- 1994. "Distance and Durability: Shaky Foundations of the World Food Economy." In P. McMichael, ed., The Global Restructuring of Agro-Food Systems, 371–383. Ithaca, NY: Cornell University Press.

Friedmann, H., and P. McMichael. 1989. "Agriculture and the State System: The Rise and Decline of National Agriculture from 1870 to the Present," Sociologia Ruralis, 14: 93–118.

Gachet Jean-Paul. 1987. « L'agriculture : discours et stratégies » in CAMAU, Michel. Tunisie au présent : Une modernité au-dessus de tout soupçon ? Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, (généré le 25 novembre 2014). <<http://books.openedition.org/iremam/2539>>. ISBN : 9782271081278. PP 420 (imprimées) & 351 (en ligne). 149-188 (édition ebook).

Lowder, Sarah K., Jakob Skoet and Saumya Singh. 2014. 'What Do We Really Know about the Number and Distribution of Farms and Family Farms in the World?' Background paper for The State of Food and Agriculture 2014, ESA Working Paper No. 14-02, August 8. Accessed from <http://www.fao.org/economic/esa/publications/details/en/c/220356/>.

Sethom, Hafedh. 1993. "Tunisian Agrarian Structures, The Changes They Have Undergone Since The Independence And Their Role In Agricultural Development" (Arabic). In La Revue Tunisienne de Géographie. 1993. 23-24. Tunis. Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis 107-136.

Comité d'Organisation - Organizing Committee

Habib Ayeb

Max Ajl

Amine Slim

Comité scientifique - Scientific Committee

Habib Ayeb

Max Ajl

Amine Slim

Sami Zemni

Ray Bush

Sarah Sippel

Mohamed Mahdi

Omar Bessaoud

Amira BEN ALI

Reem Saad

Soraya Kahlaoui

Omar Tesdell

Calendrier - Calendar

- **15 octobre 2019** : Réception des résumés en anglais et en français. (Maximum 500 mots) + Un curriculum vitae mise à jour.

Le résumé et le CV doivent être envoyés à l'adresse électronique suivante :

osae.conference2020@osae-marsad.org

Merci d'indiquer clairement : Noms, prénoms, adresse mail, financements possibles, discipline, profession, institution de rattachement, thèmes et terrains de recherches actuels.

- **15 Novembre 2019** : Réponse du comité d'organisation.
- **15 Décembre 2019** : Confirmation de participation par les auteur.e.s.
- **15 Février 2020** : Réception des premières versions ou longs résumés des communications. Ces longs résumés seront diffusés auprès des intervenant.e.s avant la tenue de la conférence.
- **Première semaine d'avril 2020** : Tenue de la conférence.
- **Fin Juin 2020** : Envoi des textes définitifs des présentations pour la publication d'un ouvrage collectif.

Prise en charge - Funding

En fonction de ses contraintes, OSAE essaiera de couvrir totalement ou partiellement les frais de participation à la conférence (transport, hébergement et séjour). Toutefois, la priorité sera donnée aux chercheur.e.s originaires et résidents des pays MENA et aux doctorant.e.s non boursier.e.s.

Les organisateurs remercient d'avance les participant.e.s de bien vouloir chercher d'autres financements pour couvrir leurs frais de voyage et de séjour (organismes et laboratoires de rattachement et autres bailleurs de fonds...).

- **October 15, 2019:** Reception of abstracts in English and French. (Maximum 500 words) + An updated curriculum vitae.

The summary and CV should be sent to the following email address:

osae.conference2020@osae-marsad.org

Please indicate clearly: Names, first names, e-mail address, possible funding, discipline, profession, institution of attachment, themes and fields of current research.

- **November 15, 2019:** Réponse du comité d'organisation.
- **December 15, 2019:** Confirmation of participation by the authors.
- **February 15, 2020:** Reception of the first version or long abstracts of the papers. These long abstracts (first version) will be circulated to the presenters before the conference.
- **First week of April 2020:** Conference..
- **End of June 2020:** Sending the final texts for the publication of a collective volume.

Within the limits of its resources, OSAE will try to cover totally or partially the costs of participation to the conference (transport, accommodation and stay). However, priority will be given to researchers nationals and residents of MENA countries and PhD students who do not benefit from scholarships.

The organizers would like to thank in advance the participants for looking for other funding to cover their travel and accommodation costs (organizations, research units and other institutions and/or donors).

Observatoire de la Souveraineté Alimentaire et del'Environnement

OSAE

www.osae-marsad.org

2, Rue Lucie Faure, Escalier A, 3ème étage

+216 50225557

osae.marsad@gmail.com